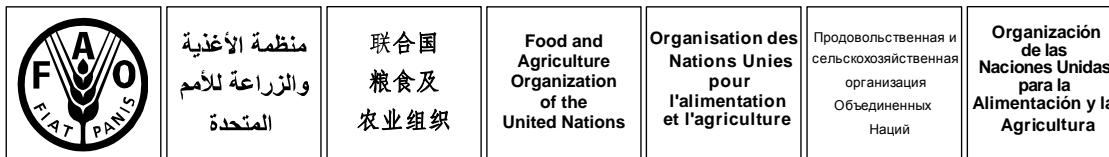


Mars 2012



# Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes

## Trente-deuxième session

**Buenos Aires (Argentine), 26 - 30 mars 2012**

## DÉCLARATION DU PRÉSIDENT INDÉPENDANT DU CONSEIL

*Monsieur le Président de la Conférence,  
Mesdames et Messieurs les Ministres et Chefs de délégation,  
Monsieur le Directeur général,  
Monsieur le Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale,  
Mesdames, Messieurs les Délégués et observateurs,  
Mesdames, Messieurs,*

### Introduction

Permettez-moi, au nom du Conseil de la FAO, d'adresser mes plus vifs remerciements au Gouvernement argentin pour avoir organisé cette Conférence régionale et avoir mis en place toutes les facilités pour son déroulement. Mes remerciements s'adressent aussi à la ville de Buenos Aires et à l'ensemble du peuple argentin pour la qualité de son accueil, son efficacité et sa générosité.

Je suis particulièrement honoré de pouvoir m'exprimer devant vous aujourd'hui. Je vous en remercie, de même que le Directeur général qui a facilité cette intervention, complémentaire de la sienne. Devant vous ce matin, et comme je l'ai déjà exprimé à Rome à plusieurs reprises, je souhaite féliciter M. José GRAZIANO DA SILVA pour son élection. Nous sommes avec lui de toutes nos forces. Nous sommes à ses côtés, nous sommes mobilisés et déterminés pour que son arrivée à la tête de notre Organisation soit porteuse de succès déterminants dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Ensemble nous pouvons réussir, nous devons réussir.

Lors de la précédente session, à Panama City, en avril 2010, j'avais notamment souligné le rôle nouveau des Conférences régionales en tant qu'Organes de gouvernance faisant rapport au Conseil et à la Conférence. Sachez que ce rôle est bien réel et que les conclusions et recommandations que vous adopterez seront de la plus haute importance pour la vie de l'Organisation et pour son action sur le terrain. Vous avez votre part à prendre dans le combat que nous menons contre la faim.

Buenos Aires est la seconde des cinq Conférences régionales prévues au cours de ce premier semestre 2012. Il vous revient de consolider ce nouveau statut inauguré à Panama City, afin que vos travaux soient pris en compte dans les orientations et le fonctionnement de la FAO, notamment lors de la

*Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)*

144<sup>ème</sup> session du Conseil, qui aura lieu en juin prochain. J'ai participé à vos trois premiers jours de travail et je considère que vous êtes dans la bonne direction, vos priorités sont claires et précises. Je me permets de souligner, Monsieur le Président, qu'il vous reviendra de présenter le rapport de vos travaux au Conseil et à la Conférence. Vous pourriez également être appelé à assurer, si c'est nécessaire, le lien entre la présente et la prochaine Conférence régionale de 2014.

Depuis la précédente session, de nombreux événements se sont déroulés, à Rome et sur le terrain, l'environnement international a évolué et de nouveaux enjeux se profilent. A l'approche du Conseil de juin, je souhaite saisir l'occasion de cette rencontre pour (1) vous rendre compte du déroulement du mandat que vous m'avez confié, (2) effectuer un point sur la mise en œuvre du plan de réforme et sur les évolutions principales qui ont concerné le Conseil et (3) envisager les perspectives du biennium 2012-2013.

### **Premièrement, le déroulement de mon mandat**

Tout d'abord, je voudrais vous remercier d'avoir bien voulu me renouveler votre confiance le 1<sup>er</sup> juillet dernier. Je considère que cette réélection pour un second et dernier mandat de deux ans, se terminant en juin 2013, est à la fois un honneur mais aussi un défi à relever. Au cours de ces deux ans, je serai aux côtés du Directeur général, en soutien aux orientations stratégiques qu'il vous a présentées, tout en étant à l'écoute des Membres. Je ne ménagerai aucun effort pour apporter ma contribution à la modernisation de la FAO et au renforcement de son efficacité sur le terrain, au plus près de ceux qui attendent tant de notre Organisation.

Vous savez que le Conseil dispose de trois Comités de gouvernance, de quatre Comités techniques et qu'il est destinataire du rapport du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) pour les aspects de programme et de budget, pour ne parler que des instances qui lui sont les plus proches. Je saisis d'ailleurs cette occasion pour saluer Son Excellence Monsieur Yaya Adisa Olaitan Olaniran, du Nigéria, Président du CSA élu lors de la dernière session. Je le félicite pour son action et je lui confirme qu'il peut compter sur moi pour faciliter la mission qui lui a été confiée.

Il y a près de deux ans, j'avais exposé les principes selon lesquels je comptais animer ce dispositif. Permettez-moi de vous les rappeler brièvement: (1) Collégialité, avec la mise en place de réunions régulières avec les Présidents de groupe régionaux, (2) Subsidiarité, afin d'éviter les redites d'une instance à l'autre, (3) Appropriation, passant notamment par des visites régulières des Représentants permanents sur le terrain. En 2012, ces visites auront lieu en Afrique australe en juin et en Amérique latine au second semestre. (4) Indépendance du Président du Conseil, vis-à-vis des Membres comme du Secrétariat et (5) Partenariat, au sens d'un renforcement de l'implication de la Société civile.

Sachez qu'avec l'appui des Présidents de groupes régionaux, avec lesquels **le dialogue est permanent**, j'ai pu agir selon ces axes. Nos rencontres sont régulières et constituent une base solide, facilitant les relations avec le Secrétariat. Je voudrais profiter de mon intervention pour remercier celui qui vous représente en ce moment, Son Excellence Monsieur Oscar Godoy Arcaya, Ambassadeur du Chili.

Je rends compte de mes activités régulièrement, notamment à travers la **lettre** que j'adresse à tous les Membres quelques semaines avant chaque session du Conseil. La **transparence** doit être la règle. Je sais que vous y êtes très attaché, Monsieur le Directeur général, et soyez assuré que sur ce point aussi je suis parfaitement en ligne avec vos orientations.

### **Deuxièmement, où en sommes-nous dans la mise en œuvre du plan de réforme?**

Vous êtes destinataires des documents très détaillés rédigés par le Secrétariat rendant compte du déroulement du processus. Je ne reviendrai donc pas dessus. Je souhaite toutefois appeler votre attention sur les dispositions qui concernent la gouvernance de l'Organisation, en dehors des Conférences régionales que j'ai déjà évoquées. Incontestablement, tous les Organes de gouvernance, à commencer par le Conseil, ont été bénéficiaires de la réforme. Ils ont été profondément **modernisés** aussi bien dans la préparation des documents, dans la conduite des débats au cours des sessions, dans la rédaction des rapports, que dans la planification des travaux, pour ne citer que les éléments les plus importants. Le résultat est perceptible sur le fonctionnement de la FAO, plus fluide et plus axé sur la production de recommandations et décisions précises.

L'audition par le Conseil des candidats au poste de Directeur général était également une disposition nouvelle du plan de réforme, que nous avons mise en œuvre pour la première fois avec le succès que vous savez. A nouveau, la FAO a été exemplaire en matière de **transparence**.

Toutefois, pour compléter ces évolutions, deux points essentiels demeurent encore à concrétiser. Permettez-moi de les souligner afin qu'ils soient l'objet de toute votre attention au cours de ce biennium. Il s'agit de:

- **la réunion informelle sur les financements extrabudgétaires.** Il s'agit d'une étape essentielle du cycle de préparation du programme de travail et de budget, destinée à faciliter l'intégration des contributions obligatoires et des concours financiers volontaires. La prochaine réunion devrait avoir lieu début 2013. A mes yeux, il conviendra qu'elle soit préparée avec tout le soin nécessaire, notamment en y associant les donateurs issus de la société civile et en proposant clairement les priorités pour lesquelles des appuis additionnels sont recherchés. Les mécanismes innovants du financement du développement pourraient également faire l'objet d'échanges de vues à cette occasion;
- **la détermination du niveau de budget par le Conseil,** lors de la session qui précède la Conférence. A nouveau, c'est une disposition clé du plan de réforme que nous n'avons pas su encore mettre en œuvre. La 146<sup>ème</sup> session du Conseil, prévue en avril 2013, sera l'occasion de concrétiser cet élément essentiel, destiné à faciliter l'élaboration du budget détaillé définitif, qui demeure du ressort de la Conférence.

Désormais la Conférence, en 2011, a confié au Conseil le suivi de la réforme, mettant fin au Comité de la Conférence mis en place en 2007. De même, le Groupe de travail à composition limitée sur l'efficacité des Organes directeurs ayant clôturé ses travaux, la réflexion se poursuit au sein du Conseil. Il s'agit clairement d'une volonté d'**intégrer le processus de réforme dans le fonctionnement normal de l'Organisation** et de ses divers Organes de gouvernance. Sous votre impulsion, Monsieur le Directeur général, j'ai compris que cette intégration devrait être renforcée et complète en 2012. Je n'y vois que des avantages pour conserver à la FAO tout le bénéfice de cette modernisation.

S'agissant des questions budgétaires, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation, permettez-moi de saisir l'opportunité qui m'est donnée aujourd'hui pour lancer un appel solennel. Un appel à tous les Membres, à commencer par ceux de la région Amérique latine et Caraïbes, de bien vouloir acquitter leur contribution annuelle au budget régulier dans les meilleurs délais et apurer les arriérés éventuels, selon les règles de l'Organisation. Lors de la Conférence de juin 2011, et pour la première fois depuis de nombreuses années, le budget de la FAO a été voté à l'unanimité, concrétisant de la meilleure manière possible le consensus total des Membres, l'union sacrée du combat contre la faim. Il est indispensable d'honorer cette promesse sans retard. Il y va de la santé financière de notre Organisation, mais aussi de son image à l'extérieur, deux paramètres fondamentaux qui conditionnent son action et ses résultats. Je vous remercie de bien vouloir entendre ce message et de le porter au plus haut niveau de votre gouvernement.

### **Troisièmement, quelles sont les perspectives du biennium en cours, 2012-2013?**

Pour la première fois depuis l'adoption de la réforme en 2008, nous sommes dans un biennium de 24 mois pleins. C'est le bon format pour agir. Avec un nouveau Directeur général, un budget préservé malgré les difficultés financières des Membres et une Organisation dont la communauté internationale reconnaît le **rôle majeur dans la lutte contre la faim**, nous sommes en position d'agir. Comme l'a souligné le Directeur général, cette action de la FAO doit être perceptible sur le terrain et profiter d'abord à ceux qui souffrent.

Sur le plan technique, votre ordre du jour couvre les principaux domaines prioritaires pour votre région. Je saisis cette occasion pour féliciter les Commissions techniques régionales pour leur contribution à nos travaux, dans leurs domaines respectifs : Forêt, Elevage, Pêches, et Aquaculture. Les priorités régionales seront ainsi mieux identifiées et mieux prises en compte.

Mais au-delà, comme l'a indiqué le Directeur général, un des enjeux principaux du biennium c'est le rapprochement de la FAO des personnes qui ont le plus besoin d'elle. C'est une présence plus

performante et plus large sur le **terrain**, une **décentralisation** accrue et une programmation conçue en priorité selon les constats et priorités qui remontent des populations les plus démunies. A cet égard, les résultats de cette session de Buenos Aires seront de la plus haute importance. En effet, vos recommandations seront prises en compte lors de la 144<sup>ème</sup> session du Conseil, en juin prochain, de même que celles des autres Conférences régionales. Le Conseil pourra procéder à des **ajustements du programme de travail et de budget** en conséquence, plaçant ainsi la FAO dans la meilleure position possible pour agir sur le terrain, tout en maintenant un lien fort avec le siège, à Rome, et en préservant l'**unité** de l'Organisation.

Sur un plan plus global, il existe d'autres enjeux majeurs qui concernent votre région. Permettez-moi d'en souligner trois:

- la nécessité de protéger les petits paysans et l'agriculture familiale, qui sera le thème de l'année internationale 2014. Le monde rural, comme les autres secteurs d'activité productive, doit bénéficier de **protections sociales minimales** et de garanties de revenus pour le travail accompli et les services rendus. La production agricole et alimentaire est un bien public mondial et toutes les dispositions doivent être prises pour la préserver, en priorité pour les agricultures les plus fragiles;
- le renforcement de la présence de la Société civile et de l'ensemble de ses acteurs dans le fonctionnement de la FAO, tout en préservant son caractère d'Organisation intergouvernementale. **2012** est l'année internationale des **Coopératives**. Le Directeur général a déjà souligné à plusieurs reprises que ce serait l'occasion pour la FAO de créer un dialogue constructif avec ce type d'opérateur, très actif dans le monde agricole au Nord comme au Sud. Le syndicaliste agricole que j'ai été pendant de longues années ne peut que se féliciter d'une telle approche et lui apporter tout son soutien. Une meilleure prise en compte du monde coopératif, aux côtés des ONG et des entreprises privées, devrait dynamiser et rééquilibrer la relation de la FAO avec la Société civile, et permettre d'innover également dans ce domaine;
- le calendrier international de l'année 2012, notamment le forum mondial sur l'eau qui vient de se tenir à Marseille, et le Sommet Rio + 20 prévu en juin prochain. La FAO y est bien entendu étroitement associée, tant le lien entre agriculture et environnement est fort, et porte bien plus de solutions que de problèmes.

S'agissant des années internationales, telles que les Coopératives en 2012, le Quinoa en 2013 et l'agriculture familiale en 2014, je suggère de saisir les occasions que constituent les sessions des Organes directeurs, pour les intégrer dans notre processus de réflexion.

De même, j'ai suggéré à la Journée Mondiale de l'Eau, d'intégrer, comme sujet permanent, celui de l'Eau, dans tous les agendas des différents comités (COAG, CCP, COFI, COFO et bien sûr le CSA). Ainsi sera inscrit ce sujet de l'Eau au Conseil et à la Conférence, pour établir des priorités et des actions en fonction de leurs compétences.

Pour ce qui concerne les relations avec les autres Organisations ou institutions internationales, nous savons que le travail entre les Secrétariats est de plus en plus fructueux. Il serait souhaitable, de mon point de vue, que dans le même temps leurs Organes de gouvernance échangent plus régulièrement.

Ces trois axes permettront d'améliorer la sensibilisation des Etats, leur cohérence, et d'engager une impulsion supplémentaire pour faciliter au quotidien le travail du Directeur Général et du Secrétariat. Impulsion et décentralisation doivent nous conduire vers plus d'efficacité et d'efficacités et rapprocher fortement la FAO du terrain.

## Conclusion

Pour terminer, je souhaite tout simplement vous dire à nouveau que je demeure pleinement mobilisé, aux côtés du Directeur général et à vos côtés, pour participer au combat contre la faim. Nous formons

une seule équipe, une seule FAO agissant selon les axes déterminés par le Directeur général, en liaison avec les Membres. Le Conseil et les Organes de gouvernance se doivent d'être des acteurs permanents et rester eux aussi mobilisés.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, un vent nouveau souffle sur l'Organisation et chacun sait qu'un véritable changement de culture est en train de s'opérer, au moment où la réforme porte ses premiers fruits. C'est pour le plus grand bénéfice de la FAO, donc de sa mission : éradiquer la faim, *Fiat Panis*, selon notre devise. Je considère que les conditions sont optimales pour affronter les périls qui nous entourent et pour réussir. Au-delà des moyens matériels, des financements dont nous disposons ou que nous recherchons et qui sont indispensables, bien entendu, c'est aussi en nous que nous devons trouver la force d'agir autrement.

J'appelle les gouvernements et l'ensemble des acteurs de la société à être encore plus présents au plus près des plus pauvres, pour leur apporter, avec l'aide de la FAO, le savoir et les moyens leur permettant de produire, de vivre décemment et d'intégrer les circuits économiques. Le Mahatma Gandhi a dit « *Vous devez être le changement que vous voulez voir dans ce monde* ». La FAO est en train de changer. Nous nous devons de l'accompagner dans cette évolution, de changer nous aussi pour la porter vers le succès et supprimer le mot faim de notre vocabulaire.

Je vous remercie de votre attention.